

Unité départementale de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INTERNATIONAL PAPER SAINT-AMAND

35 La Gare
50160 Saint-Amand-Villages

Références : **2023-50-441**

Code AIOT : 0005301604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement INTERNATIONAL PAPER SAINT-AMAND implanté 35 La Gare 50160 Saint-Amand-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint dans le cadre du suivi de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERNATIONAL PAPER SAINT-AMAND
- 35 La Gare 50160 Saint-Amand-Villages
- Code AIOT : 0005301604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

I.Paper est un établissement de fabrication d'emballages en papier/carton.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Suivi de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève

de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R512-46-4 8°	/	Sans objet
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/07/2023, article 1532	/	Sans objet
3	DECI	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article P 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement nécessite quelques ajustements. L'amélioration des moyens de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) passera par une action conjointe de l'entreprise, de l'inspection, et du SDIS 50, auprès des collectivités concernées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article R512-46-4 8°
Thème(s) : Autre, Rubrique 2445
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions ;
Constats : La société I.Paper a été régulièrement autorisée par divers arrêtés préfectoraux à exercer une activité de transformation du carton, antérieurement classable sous ce régime de l'autorisation de la rubrique 2445 de la nomenclature des installations classées. Cette rubrique ayant été modifiée par décret du 2 décembre 2021, le classement de l'établissement ne relève désormais plus que du régime de l'enregistrement. Pour satisfaire aux dispositions du point 8 de l'article R .512-4 du code de l'environnement, I.Paper doit présenter à l'inspection le document justifiant du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 02 décembre 2021 réglementant désormais cette activité. Ce document devra être présenté dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article 1532
Thème(s) : Autre, Changement du régime D en E
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bois ou matériaux combustibles analogues, 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :

a) Supérieur à 20 000 m ³ b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³
Constats : L'attention de I.Paper est attirée sur l'importance du volume des divers stockages de palettes bois, répartis sur le site. Sachant que l'activité, classable sous la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées, est actuellement limitée à 3440m ³ par le dernier arrêté préfectoral complémentaire de 2019 réglementant l'établissement. I.Paper devra faire part à l'inspection, dans le délai de 3 mois, de l'état de ses stocks de palettes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DECI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article P 22
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eaux d'extinction extérieure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Entretien et maintenance</u> Les différents points d'eau incendie sont maintenus en bon état de fonctionnement afin de garantir aux sapeurs-pompiers une utilisation optimale et permanente. Les contrôles techniques périodiques ainsi que les maintenances préventives et correctives sont à la charge du service public de DECI ou des propriétaires privés qui peuvent conventionner avec un prestataire de service.
Constats : En 2020, a été constaté que la réserve d'eau incendie publique de la ZI de la Détourbe, était en mauvais état. Et que sa capacité initiale de 1000m ³ s'en trouvait diminuée à hauteur de 600 ou 700m ³ , sans que celle-ci puisse être remise à niveau du fait des dégradations : <div data-bbox="384 1431 1212 1854" data-label="Image"> </div>

Or, cette réserve incendie fait partie de l'inventaire des moyens d'extinction énumérés dans l'étude des dangers de l'établissement International Paper, comme des moyens de défense contre l'incendie communs, de toute la zone industrielle.

Ainsi, en parallèle avec les actions menées conjointement par l'inspection et le SDIS 50, I.Paper est invitée à se rapprocher des services concernés la commune de St Amand, comme de l'EPCI St-Lô Agglo, pour les informer que cette situation, en porte-à-faux avec l'arrêté préfectoral DECI de 2017 applicable dans le département de la Manche, leur est préjudiciable .

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

-----<<<<0>>>>-----